

veulent pas délibérément certains résultats de ce système, ils en tirent assez de pouvoir pour s'obstiner à le maintenir et assez de profits pour pouvoir corrompre ceux qui occupent des postes d'influence.

J'ai parlé de la folie des prix causée par l'augmentation du taux d'intérêt. Quand on parle de prix, on ne parle pas de produits ou de services, car ceux-ci constituent la véritable richesse, qui est le fruit de l'activité économique.

Au fait, les prix ne constituent qu'un des aspects financiers du système économique, car ils ne sont qu'une évaluation exprimée en chiffres.

Certains citoyens profitent du labeur des pionniers. Pour en donner la preuve, je démontrerai qu'au Canada, malgré le chômage, nous contribuons par la technologie à augmenter notre production d'une façon assez marquée.

Grâce à la technologie moderne, même si nous réduisons le nombre des travailleurs, nous augmentons le volume de la production, qui était de 72 milliards de dollars pour 1969, alors que la valeur de la consommation se chiffrait à 44 milliards et la capitalisation à 28 milliards.

Puisque la consommation égale la production, si la valeur de la consommation de notre pays était de 44 milliards, et la production, de 72 milliards, le prix global que les consommateurs devraient payer pour cette production devrait donc s'élever à 44 milliards. Le solde représente un excédent.

Si nous avons des excédents au Canada, ils devraient être distribués à la population. Il ne s'agit donc pas de créer l'inflation en augmentant les taux d'intérêt et les honoraires ou traitements des hommes de carrière, ce qui contribue à l'augmentation du coût de la vie.

Pour résoudre ce problème, ce n'est pas pour 40 milliards de dollars qu'il faudrait consommer, mais plutôt pour 72 milliards, quitte à distribuer le solde de 28 milliards sous forme d'escompte compensé appliqué aux prix au lieu de prélever une taxe ou d'augmenter les impôts, comme le ministre le propose présentement.

En ce faisant, nous agirons en économistes compétents, ayant à cœur d'aider la population, de satisfaire les besoins de tous les Canadiens plutôt que de les exploiter d'une façon éhontée, comme cela se fait actuellement.

Le Livre blanc recommande de taxer les gains de capital parce qu'il est impossible d'imposer davantage les petits salariés, qui en sont rendus au point où ils doivent emprunter pour pouvoir vivre. Il n'est plus possible de taxer le petit contribuable ni le contribuable moyen, car ils sont tous deux acculés à la faillite. Mais on se prépare à taxer la petite

entreprise—qui s'est maintenue de peine et de misère grâce à des emprunts—et à taxer les dettes des dettes et les taxes des taxes, car on est impuissant à trouver d'autres solutions.

Ce que l'on devrait taxer, ce sont les excédents de capital et les profits dissimulés. Présentement, on se prépare à taxer davantage la classe moyenne, mais ceux qui se livrent aux abus, qui accumulent des réserves de toutes sortes, ne seront pas touchés davantage.

Je voudrais, à l'appui de mes dires, fournir des statistiques s'échelonnant sur un certain nombre d'années, savoir de 1957 à 1966. Il est opportun, à mon avis, de dire que les grandes institutions font des profits grâce aux bienfaits du système financier actuel. Ceux qui capitalisent directement ou indirectement, obtiennent ainsi beaucoup d'argent qui n'est jamais imposé. A mon avis, le Livre blanc ne prévoit pas encore l'adoption de mesures assez sévères à l'endroit de ceux qui font des projets très considérables.

En 1957, par exemple, les profits déclarés par les grandes institutions financières étaient de l'ordre de 3,056 millions de dollars, alors que les profits cachés s'élevaient à 7,335 millions. En 1958, les profits déclarés étaient de l'ordre de 3,075 millions de dollars et les profits cachés de 6,975 millions.

• (3.40 p.m.)

Depuis dix ans, les grandes sociétés ou les grandes institutions financières ont déclaré des profits de 45 milliards 112 millions de dollars pour fins d'impôt sur le revenu, mais elles n'ont pas déclaré avoir réalisé 96 milliards 50 millions de dollars de plus. On a donc déclaré 45 milliards pour en cacher 96.

Si les sociétés et institutions financières sont si prospères, c'est parce que les gouvernements accumulent des dettes et des déficits et que la population manque du nécessaire, vit au jour le jour, en travaillant pour elles.

Les sociétés ne sont pourtant que des instruments de production ou d'administration de biens et de services matériels, intellectuels et spirituels, en vue de satisfaire les besoins des personnes humaines qui composent notre nation.

Pour bien démontrer et mettre en évidence, encore une fois, ce qui a été fait au cours des derniers 12 mois par nos institutions financières, je fournirai certaines statistiques. Il existe plusieurs institutions, mais je parlerai surtout des institutions financières, parce qu'elles sont les plus importantes.

L'actif des neuf banques à charte du Canada, qui s'élevait à \$33,677,990,000 au 31 juillet 1968, est passé à \$40,325,792,000 au 31 juillet 1969, ce qui constitue une augmentation de \$6,647,802,000. Cet accroissement de l'actif équivaut à deux fois le nombre total